

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CONDIVEX CONDITIONNEMENT DU VEXIN

ZI - Route de la Porte Rouge
BP 31
27150 Étrépagny

Références : UBDEO.2025.07.223.KC
Code AIOT : 0005802016

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement CONDIVEX CONDITIONNEMENT DU VEXIN implanté Zone Industrielle Route de la Porte Rouge 27150 Étrépagny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONDIVEX CONDITIONNEMENT DU VEXIN
- Zone Industrielle Route de la Porte Rouge 27150 Étrépagny
- Code AIOT : 0005802016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CONDIVEX est autorisée à exploiter une installation de stockage de gaz sur la commune d'Etrépagny par arrêté préfectoral du 22 septembre 2008 modifiée.

Cet établissement est classé SEVESO « Seuil Bas » au titre des dispositions du Décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, article 4.

Les installations visitées sont l'ensemble du site. Lors de la visite de terrain, sur demande de l'inspection, un test d'un RIA, implanté à l'entrée du magasin MP/PA a été effectué par le personnel pour vérifier son bon état de fonctionnement. L'essai s'est bien déroulé (débit d'eau régulier pendant l'ouverture de cet RIA).

L'inspection a été menée par sondage.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- REACH
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rubrique 1510 - Classement ICPE	Autre du 15/12/2021, article néant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rubrique 1510 - Etat des matières stockées du jour	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Installations foudre - relevé des impacts foudre	Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.3.4.1	Demande d'action corrective	15 jours
8	Rapport de vérification annuelle des RIA/PIA	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 7.7.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Réserves d'émulseurs	Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.7.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Exercice POI	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 7.7.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement des installations concernées par une rubrique ICPE	AP Complémentaire du 26/12/2018, article 1.2.1	/	Sans objet
4	Etat des stocks des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.2.2	/	Sans objet
5	Installations foudre - contrôle périodique	Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.3.4.1	/	Sans objet
7	Installation de désenfumage - Vérification annuelle	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 7.3.2.2	/	Sans objet
9	Procédures d'entretien et de maintenance des détecteurs de gaz	Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.5.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Procédure d'indisponibilité des détecteurs de gaz	Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Classement de la rubrique 1510

Afin de compléter la demande d'antériorité relative à la rubrique 1510 du 15/12/2021 de la société

CONDIVEX , l'exploitant transmettra son bilan de conformité pour cette rubrique 1510 car ce bilan n'a pas été joint à son courrier du 15/12/2021 **[délai : 1 mois]**.

En cas d'écarts réglementaires par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, il communiquera son plan d'actions de mise en conformité au titre de la rubrique 1510 en même temps que son bilan de conformité 1510.

Etat des matières stockées au titre de la rubrique 1510

L'exploitant améliorera l'état des stocks des matières stockées au titre de la rubrique 1510 afin de disposer plus aisément de la quantité de matières combustibles pour chacune de ses installations pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles (magasins...) **[délai: 15 jours]**.

Relevé des agressions de la foudre.

L'exploitant disposera d'un relevé des agressions de la foudre afin de tracer les impacts foudre découlant des rondes effectuées dans ce cadre car en cas d'un nouvel impact foudre enregistré sur les compteurs foudre du site, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés doit être réalisée, dans un délai maximum d'un mois après cet impact de foudre, par un organisme compétent conformément à l'article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation **[délai : 15 jours]**.

Vérification annuelle des RIA/PIA

Lors de la vérification annuelle des RIA/PIA du 03/11/2024, le surpresseur n'a pas été testé pour vérifier son bon fonctionnement. Ainsi, l'exploitant devra faire tester par une entreprise extérieure le surpresseur de l'installation des RIA/PIA **[délai : 1 mois]**.

Il précisera dans ce cadre les raisons expliquant l'absence de tests réalisés pour le surpresseur lors la vérification annuelle des RIA/PIA du 03/11/2024.

L'inspection rappelle que le surpresseur doit être testé lors des opérations de maintenance des RIA/PIA afin de vérifier son bon fonctionnement dans le temps.

Armement des PIA

L'exploitant veillera à armer les PIA présents sur son site sauf s'il justifie que les fiches techniques de ces PIA mentionnent le contraire **[délai: immédiat]**.

Indisponibilité d'une MMR

L'exploitant formalisera ou complètera sa procédure existante sur la gestion des défaillances de ses installations en y intégrant les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions

dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt **[délai : 2 mois]**.

Cette procédure renseignera notamment la conduite à tenir en cas d'indisponibilité de la MMR (soit arrêt automatique ou manuel, soit poursuite de la production et mise en place de moyens compensatoires.

Exercice POI

L'exploitant transmettra le compte rendu et le plan d'actions relatif à l'exercice POI réalisé en juin 2025 **[délai : 2 mois]**.

Ressources en émulseurs

Même si les substances identifiées dans les émulseurs présents sur le site ne figurent pas dans le règlement européen 2019/1021 et l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per-et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, cela signifie que la substance n'est pas encore réglementée.

L'inspection attire néanmoins l'attention de l'exploitant sur les enjeux liés aux PFAS et sur l'opportunité qu'il réfléchisse, à titre plus volontariste, à une stratégie d'utilisation d'émulseur sans PFAS à moyen terme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations concernées par une rubrique ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2018, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement des rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : Pour rappel, le site est soumis au régime d'Autorisation Seveso Seuil Bas par la règle des cumuls de la directive Seveso 3. Le 31/07/2023, l'exploitant a transmis une télédéclaration initiale pour stocker des produits liquides combustibles de catégorie 1, 2 ou 3, pour une quantité susceptible d'être présente de 4 t (rubrique 4441-2). En séance, l'exploitant a indiqué que la quantité sollicitée pour le stockage des liquides combustibles (rubrique 4441-2) est inférieure à la quantité déclarée lors de sa télédéclaration. La quantité de liquides combustibles susceptible d'être présente ne dépasse pas le seuil de la déclaration. Mais, il précise qu'il ne souhaite pas mettre à l'arrêt cette activité. Il indique que les installations du site n'ont pas évolué, depuis la transmission de cette télédéclaration. Lors de la visite des installations, l'inspection n'a pas constaté d'évolutions des installations, depuis la dernière visite du 20/10/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rubrique 1510 - Classement ICPE

Référence réglementaire : Autre du 15/12/2021, article néant
Thème(s) : Situation administrative, Stockage de matières combustibles
Prescription contrôlée : Proposition de classement relative à la rubrique 1510, suite au décret n°20201169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des ICPE et la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement en référence au courrier de la société CONDIVEX du 15/12/2021
Constats : Par courrier du 15/12/2021, l'exploitant a communiqué sa démarche de calcul détaillé visant à établir le classement administratif des bâtiments de stockage de matières combustibles, suite à la parution du décret n°20201169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des ICPE et la nomenclature annexée à l'article R.122-2. <u>Conclusion :</u> Suite au décret n°20201169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des ICPE et la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement, le site relève de la rubrique 1510. Le régime de classement de cette installation 1510 est la déclaration avec contrôle périodique (rubrique 1510-2). L'inspection prend acte du classement de la rubrique 1510 dans le cadre de la transmission de la demande de d'antériorité de la société CONDIVEX du 15/12/2021.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de compléter la demande d'antériorité relative à la rubrique 1510 du 15/12/2021 de la société CONDIVEX , l'exploitant transmettra son bilan de conformité pour cette rubrique 1510 car ce bilan n'a pas été joint à son courrier du 15/12/2021 [délai : 1 mois] . En cas d'écarts réglementaires par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, il communiquera son plan d'actions de mise en conformité au titre de la rubrique 1510 en même temps que son bilan de conformité 1510.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rubrique 1510 - Etat des matières stockées du jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : II. - Dispositions applicables aux installations à déclaration : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité

pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courrier du 15/12/2021, l'exploitant a communiqué sa démarche de calcul détaillé visant à établir le classement administratif des bâtiments de stockage de matières combustibles, suite à la parution du décret n°20201169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des ICPE et la nomenclature annexée à l'article R.122-2.

Conclusion: Suite au décret n°20201169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des ICPE et la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement, le site relève de la rubrique 1510.

Le régime de classement de cette installation 1510 est la déclaration avec contrôle périodique (rubrique 1510-2).

L'inspection prend acte du classement de la rubrique 1510, suite à la transmission de la demande de d'antériorité de la société CONDIVEX du 15/12/2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de compléter la demande d'antériorité relative à la rubrique 1510 du 15/12/2021 de la société CONDIVEX , l'exploitant transmettra son bilan de conformité pour cette rubrique 1510 car ce bilan n'a pas été joint à son courrier du 15/12/2021 **[délai : 1 mois]**.

En cas d'écarts réglementaires par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, il communiquera son plan d'actions de mise en conformité au titre de la rubrique 1510 en même temps que son bilan de conformité 1510.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Etat des stocks des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks des produits dangereux du jour

Prescription contrôlée :

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a consulté l'état des matières des substances ou préparations dangereuses du jour présentes dans l'établissement.

Cet état renseigne leur nature, leur état physique et leur quantité par zones de stockage (parc de

gaz, magasins...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations foudre - contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport de vérification annuelle des installations foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application des textes réglementaires et normes en vigueur.</p> <p>En particulier, les dispositifs existants de protection contre les effets directs et indirects de la foudre et qui ont été définis dans l'étude préalable en date du 27 février 2001 doivent être vérifiés et entretenus régulièrement jusqu'à la révision et la mise en œuvre des préconisations de l'analyse du risque foudre imposée par l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008.</p> <p>[....]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les rapports de vérification des installations foudre (vérification complète) du 3 décembre 2024 et du 29 novembre 2022. Ces rapports concluent que les installations intérieures et extérieures de protection foudre sont conformes à la norme NF EN 62305-4, au guide UTE C 15-443 et à la norme NF C 15-100 en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations foudre - relevé des impacts foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des impacts foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs dispositifs de comptage approprié des coups de foudre équipent les installations de protection dès que cela est techniquement possible. En cas d'impossibilité, des mesures compensatoires sont recherchées.</p> <p>[....]</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant indique que le personnel effectue des rondes régulières pour le suivi des impacts de foudre installés sur le site.</p> <p>Toutefois, l'inspection note que l'exploitant ne dispose pas de relevés des agressions foudre justifiant de la réalisation effective des rondes régulières réalisées notamment après une période orageuse.</p>

L'exploitant formalisera une procédure d'intervention en toiture prenant en compte les dispositifs de protection extérieure contre la foudre (exemple: permis de travail et/ou bon d'intervention) et une procédure d'interdiction de chargement et/ou déchargement des camions lors d'activité orageuse comme le mentionnent les rapports de vérification des installations foudre du 3 décembre 2024 et du 29 novembre 2022. Cette procédure précisera également les modalités de relevés des impacts foudre notamment suite à une période orageuse.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant disposera d'un relevé des agressions de la foudre afin de tracer les impacts foudre découlant des rondes effectuées dans ce cadre car en cas d'un nouvel impact foudre enregistré sur les compteurs foudre du site, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés doit être réalisée, dans un délai maximum d'un mois après cet impact de foudre, par un organisme compétent conformément à l'article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation [délai : 15 jours] .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Installation de désenfumage - Vérification annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 7.3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport de vérification annuelle de l'installation de désenfumage
Prescription contrôlée : Les locaux sont recoupés en canton de désenfumage d'une superficie sensiblement égale et leur largeur ne devra pas excéder 60 m. Ils sont délimités soit par des écrans de cantonnement en matériaux incombustibles et stables au feu de degré 1/4H, soit par des éléments de structure présentant le même degré de stabilité. Le désenfumage des bâtiments comportant des zones de risque d'incendie du fait des procédés utilisés et des matières stockées s'effectue par des ouvertures dont la surface totale ne doit pas être inférieure à 1/100ème de la superficie de ces locaux. Les commandes des dispositifs de désenfumage sont judicieusement réparties et commodément accessibles (disposées à proximité des issues de secours) et peuvent être à déclenchement automatique.
Constats : L'inspection a consulté les rapports de vérification annuelle de l'installation de désenfumage du 14/11/2024 et du 31/07/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rapport de vérification annuelle des RIA/PIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien/Essais des moyens d'intervention

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens d'intervention, Robinets d'Incendie Armés (RIA) et Poteau Incendie Additivé (PIA) sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Vérification annuelle des RIA/PIA</u> L'inspection a consulté le rapport d'intervention du 03/11/2024 découlant de l'entretien annuel des RIA/PIA. Ce rapport conclut à un bon état des RIA/PIA. Toutefois, l'inspection note que le surpresseur n'a pas été vérifié lors de l'intervention du 03/11/2024. L'inspection a consulté également le rapport de vérification des RIA effectuée selon le référentiel APSAD R5 (RIA et PIA) du 27/10/2023. Ce rapport conclut que les vérifications générales de cette installation sont conformes à ce référentiel APSAD R5.</p> <p><u>Armement des PIA</u> L'inspection constate que la canne du PIA n°8 ne plongeait pas dans le bidon d'émulseur présent à proximité de ce PIA comme l'illustre la photo prise durant la visite des installations. Les PIA doivent toujours être maintenus en eau jusqu'au robinet de leur lance. L'exploitant veillera donc à armer les PIA présents sur son site sauf s'il justifie que les fiches techniques de ces PIA mentionnent le contraire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Vérification annuelle des RIA/PIA</u> Lors de la vérification annuelle des RIA/PIA du 03/11/2024, le surpresseur n'a pas été testé pour vérifier son bon fonctionnement. Ainsi, l'exploitant devra faire tester par une entreprise extérieure le surpresseur de l'installation des RIA/PIA [délai : 1 mois]. Il précisera dans ce cadre les raisons expliquant l'absence de tests réalisés pour le surpresseur lors la vérification annuelle des RIA/PIA du 03/11/2024. L'inspection rappelle que le surpresseur doit être testé lors des opérations de maintenance des RIA/PIA afin de vérifier son bon fonctionnement dans le temps.</p> <p><u>Armement des PIA</u> L'exploitant veillera à armer les PIA présents sur son site sauf s'il justifie que les fiches techniques de ces PIA mentionnent le contraire [délai : immédiat].</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Procédures d'entretien et de maintenance des détecteurs de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.5.6

Thème(s) : Risques accidentels, Détection gaz - suite AN 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 01/02/2023
Prescription contrôlée : <p>L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
Constats : <p>Par mail du 28/05/2025, l'exploitant a transmis l'instruction de maintenance de la détection gaz et [...] (référence I1HSMN001).</p> <p>Cette instruction décrit les contrôles à effectuer (fréquence...), la description du matériel utilisé, les conditions d'intervention de maintenance et de tout nouvel étalonnage des équipements de sécurité du système de détection de gaz (capteurs,...).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra une procédure décrivant les opérations d'entretien des détecteurs gaz. Cette procédure de contrôle/maintenance des détecteurs devra à minima décrire les contrôles à effectuer (fréquence...), la description du matériel utilisé, les conditions d'intervention de maintenance et de tout nouvel étalonnage des équipements de sécurité du système de détection de gaz (capteurs,...).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Procédure d'indisponibilité des détecteurs de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection gaz: suite AN 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 01/02/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes</p>

opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.
Constats : Par mail du 28/05/2025, l'exploitant a transmis l'instruction de maintenance de la détection gaz et d'indisponibilité des détecteurs référence I1HSMN001. Cette instruction décrit notamment l'ensemble des actions à réaliser en cas de matériels défectueux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B
Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité de la MMR
Prescription contrôlée : <i>Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023</i> B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : L'exploitant a expliqué à l'inspection la manière dont il met en œuvre la gestion des défaillances de ses installations en présentant des documents qu'il utilise en interne. Toutefois, la procédure consultée par sondage abordant la sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité n'aborde pas spécifiquement les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant formalisera ou complètera sa procédure existante sur la gestion des défaillances de ses installations en y intégrant les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas

<p>échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt [délai : 2 mois]. Cette procédure renseignera notamment la conduite à tenir en cas d'indisponibilité de la MMR (soit arrêt automatique ou manuel, soit poursuite de la production et mise en place de moyens compensatoires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Réserves d'émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2008, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en mousse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie et de réserve d'émulseurs pour lutter efficacement contre l'incendie. [...].Les moyens de lutte contre l'incendie (RIA) doivent être judicieusement placés à proximité d'une sortie, pour permettre une évacuation rapide.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a interrogé l'exploitant sur la composition de son émulseur présent sur le site. Il s'agit du FILMOPOL 6. Ce produit a été fabriqué en octobre 2021, d'après les informations affichées sur l'étiquette du bidon contenant l'émulseur. Il indique avoir interrogé le fournisseur de ce produit pour disposer de sa composition chimique. Par mail du 19/05/2025, l'exploitant a transmis la composition chimique de l'émulseur FILMOPOL 6 en précisant la quantité approximative estimée (en µg/l) pour les substances constituant ce produit. D'après les informations fournies par le fournisseur, l'émulseur contient une molécule PFAS, le PFHxA, qui est concerné par une interdiction d'utilisation à compter du 10 avril 2026 comme précisé au point 4 de l'entrée 79 de l'annexe VIII du règlement REACH. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection être déjà en train d'étudier les solutions de remplacement de ces émulseurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera à l'inspection des installations les actions qu'il compte mener pour respecter la date d'échéance d'utilisation du FILMOPOL fixée au 10 avril 2026 [délai : 2 mois]</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 7.7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, POI

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant a déclaré de la tenue prochaine d'un exercice POI prévu en juin 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le compte rendu et le plan d'actions relatif à l'exercice POI réalisé en juin 2025 délai [2 mois].</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>